

Alternatives

Choisir pour ne pas subir

Sommaire

Introduction

Faire le tour du Monde ou vivre chez soi

Faire la guerre (au Mali) ou isoler son logement

Pianoter sur son smartphone ou occuper sa journée

Aller plus vite ou prendre son temps

Jeter ou réparer

Dématérialiser ou rematérialiser

Avoir ou être

Se remplir le ventre ou se nourrir

Complexité ou simplicité

Quantité ou qualité

Dépendance ou liberté

Dépasser l'humain ou vivre

Le Ciel ou la Terre

Conclusion

Prendre soin ou provoquer le chaos

L'auteur : Florent Bussy, né en 1972, est professeur de philosophie en lycée en Normandie. Les livres qu'il a écrits portent principalement sur la question de l'écologie, pour laquelle il milite par ailleurs au sein du conseil municipal de Dieppe (Seine-Maritime) et en tant que vice-président d'agglomération, en charge de l'économie sociale et solidaire.

Il est l'auteur d'une dizaine de livres, dont en 2020 : *Günther Anders et nos catastrophes*, Le passager clandestin, et *Le vertige de l'illimité. Société de consommation et mythe de la démesure*, Robert Laffont.

Introduction

Nos manières de vivre, nos environnements urbains, nos modes de transport, nos métiers, rien de tout cela n'est, la plupart du temps, choisi ou du moins n'est l'objet d'un examen rationnel pouvant donner lieu à des critiques et des revendications. Nous avons peu de prise sur l'organisation de nos vies, sur nos consommations. Nous sommes très peu consultés sur ce qui constitue la substance de nos vies.¹

Or, l'existence même des démocraties voudrait que ce qui s'impose à la collectivité soit discuté et fasse l'objet d'une délibération commune. Mais c'est sans compter sur l'organisation libérale des sociétés qui récuse toutes limites à la liberté individuelle d'entreprendre et affaiblit le commun. La consommation qui sanctuarise la liberté du commerce a étendu son « spectre » sur l'ensemble des activités de la société. Et nous a lentement mais sûrement dépossédés de notre capacité de construire notre vie, au point de ne plus savoir aujourd'hui comment changer et sortir des modes de vie qui sont pourtant aujourd'hui largement reconnus comme délétères ou du moins comme étant des impasses.

Il convient de penser de manière alternative ou plutôt de montrer qu'est occulté le fait que nous sommes confrontés à des alternatives, mais que nous les ignorons au profit d'une direction unique, dont nous souffrons pourtant en raison des conséquences qu'elle a sur nos vies. Nous ignorons ces alternatives entre directions différentes et souvent contradictoires, que nous ne connaissons donc pas et n'évaluons pas, ce qui nous prive de notre pouvoir de choisir et nous fait perdre une partie non négligeable de nos libertés démocratiques. La société de consommation, l'ordre libéral du monde ne sont pas consubstantiels à la démocratie, mais ont été largement imposés en dehors de toute décision collective. Penser que nous avons devant nous des alternatives, c'est reprendre en main nos existences et décider nous-mêmes de nos vies. C'est pourquoi, à moins d'assimiler la démocratie à la loi du plus puissant et du plus riche, qui a le pouvoir d'influencer les plus faibles et les plus pauvres, nous nous proposons ici un travail démocratique en interrogeant les choix qui sont le plus souvent faits dans notre dos et qui nous ont conduits dans des voies sans issue. Pour qu'en sachant que d'autres choix sont possibles, nous soyons capables de résister au sentiment de fatalité et de retrouver du pouvoir sur nos vies, non seulement individuellement, mais à l'intérieur des groupes auxquels nous appartenons et plus largement à l'intérieur de la société.

Alternatives : parce que penser selon des alternatives, c'est être fidèle à l'ambition démocratique moderne, c'est commencer à dégager des solutions aux graves crises qui émaillent le siècle commençant et qui sèment l'inquiétude à chaque révélation nouvelle sur l'état de la planète. Parce que penser selon des alternatives, c'est grandir, se grandir et, finalement, acquérir une forme de sagesse à la hauteur des temps troublés que nous vivons, une sagesse qui ne se réduise pas à une simple certitude personnelle ou à une sérénité privée, mais qui soit politique et écologique, révolution mentale capable d'amener des changements profonds dans nos rapports avec la nature et avec nous-mêmes.

La crise sanitaire sans précédent de l'année 2020 a fait tomber les masques. Le modèle libéral n'incarne pas la raison, mais seulement un certain ordre des choses construit par des hommes dans l'histoire pour asseoir une domination politique dont on constate toute la puissance aujourd'hui, sous la forme de l'appropriation et de la destruction de la nature

¹ « La schizophrénie démocratique, c'est ce clivage entre l'illusion d'indépendance qu'engendre la Petite éthique dans la sphère des comportements individuels et notre captivité sans reste à l'égard des modes de vie qui nous aliènent à notre monde social plus sûrement que de lourdes chaînes. » (Mark Hunyadi, *La tyrannie des modes de vie, sur le paradoxe moral de notre temps*, Lormont, Le bord de l'eau, 2015, pp. 74-75).

réduite à un réservoir de matières premières, sous la forme de la concurrence généralisée, du *dumping* social et environnemental, sous la forme d'une coalition des élites contre toute limitation de la liberté d'entreprendre. Face à l'épidémie qui a touché l'humanité sans frontières, la politique d'austérité généralisée imposée à l'État social qui a conduit à sélectionner les patients et à mettre les uns sous respirateur artificiel et à « sacrifier » les autres, la concurrence finale entre États pour obtenir des masques, la mise en danger des populations laisseront des traces. Le libéralisme a montré son vrai visage, une odieuse politique d'égoïsme généralisé, centrée sur la production du profit, par indifférence à toute autre considération, qu'elle soit humanitaire, sociale ou écologique.

Les alternatives que nous souhaitons évoquer ont pour objectif de montrer que nous pouvons conquérir le choix entre des options politiques différentes, pour ne pas continuer d'être victimes d'une situation qui produit des dégâts inouïs, dont le corona virus aura été le révélateur, dans une situation de déni permanent des médias et des élites.

Nous proposons de montrer les destructions engendrées par le libéralisme et de montrer que tel n'est pas l'ordre nécessaire du monde, mais qu'il existe d'autres voies qui ne nous condamnent ni à la bougie, ni à l'autoritarisme, ni aux hiérarchies du passé, ni à l'obscurantisme, ni à « la faim dans le monde » (bien plutôt provoquée par la paupérisation des paysans, acculés à la misère par les grands semenciers). Il convient de décrire ces autres voies, qui sont celles des « jours heureux » (et pas ceux pronostiqués par Emmanuel Macron, pendant l'épidémie, par un tour de passe-passe sémantique et une récupération du principe affirmé par le Conseil National de la Résistance en mars 1944), du bonheur pour tous, de la sécurité en un sens global, de la préservation de la Terre et des conditions de la vie, d'une vie digne et décente. Qu'y a-t-il de moderne, de rationnel et de raisonnable, de scientifique dans des politiques qui provoquent depuis des décennies la misère et le chômage, le gaspillage (la destruction du travail humain et le pillage des ressources naturelles), la guerre, le réchauffement climatique et l'extinction des espèces, les migrations humaines dans des conditions désastreuses ?

La « fausse conscience » que nous avons de la réalité dans laquelle nous vivons est produite à la fois par les médias et les représentations du monde qu'ils construisent et par les modes de vie qui s'imposent à nous du fait de la place que nous occupons dans le monde, par le travail, par les besoins qui sont les nôtres et qui nous font dépendre de l'industrie, par les habitudes sociales et culturelles². Ainsi, d'un côté, nous ne pouvons pas nous passer d'une voiture quand on n'habite pas en ville et de l'autre, non seulement la publicité, mais « l'air du temps », notre appartenance à la société transforme l'automobile en un objet un objet quasiment naturel qu'il est inconcevable de ne pas posséder, sauf à se compliquer l'existence de manière extrême, et encore moins désirer. Il en va de même aujourd'hui avec les outils numériques, d'un côté il est objectivement difficile voire impossible de se passer aujourd'hui d'une adresse mail, d'un numéro de téléphone portable (pour recevoir des sms) et de l'autre, les opérateurs occupent l'espace public et nous tiennent en haleine constante en nous mettant devant les yeux de nouvelles technologies aux opportunités prétendument infinies.

Que répondre face aux injonctions à la puissance, au bonheur, à l'abondance, l'innovation ? Que non simplement il est possible d'y aller voir d'un peu plus près pour en juger sur pièces mais que d'autres possibilités se font peu à peu connaître, qui font passer certaines enthousiasmes publicitaires et certains modes de vie que l'industrie a construits sans nous demander notre avis pour des pratiques ridicules et largement mensongères. Qu'il est aussi important de poser la question de l'utilité (et inutilité) éventuelle de l'innovation que

² Mark Hunyadi distingue à ce sujet les « styles de vie » qu'on peut choisir (frugal ou consumériste par exemple) et les « modes de vie » qui nous imposent « des attitudes, des *habitus* et des attentes de comportement qui ne sont l'objet d'aucun choix mais qui définissent, simplement, les usages et les pratiques qui sont socialement requis » (*idem*, p. 47.)

d'en jouir. Que la démocratie est une exigence qui doit être prise au pied de la lettre plutôt qu'être réduite à un simple *mantra*, servant à légitimer toutes les décisions du pouvoir, à défendre nos modes de vie par contraste avec les pénuries permanentes des pays ex-communistes ou à valoriser nos libertés par rapport aux régimes autoritaires.

Jean-Claude Michéa se consacre depuis des années à révéler le sens du libéralisme et à montrer qu'il s'appuie sur une prétendue neutralité axiologique des décisions politiques, qui renvoie tout au marché, c'est-à-dire à l'offre et à la demande et laisse de côté toutes les opinions considérées comme devant rester privées, sur le bien, le beau ou le juste. L'activité politique doit se réduire à l'organisation des échanges, selon des règles juridiques servant à permettre à chacun d'exercer sa liberté d'agir. Le seul principe qui s'impose est celui de non-nuisance à autrui, dans son être, sa liberté, sa propriété. Toute référence à une idée quelconque de vie commune est considérée comme de nature privée et ferait craindre un retour de l'autoritarisme moral. Seul le marché doit créer du lien, parce que lui seul met en relation des êtres en préservant leur indépendance totale. Tout lien qui serait imposé (ou qui s'imposerait comme naturellement à la naissance), d'une quelconque manière, pourrait être récusé au nom de la liberté individuelle. « Si parler de *vie commune* n'a de sens que là où il existe un minimum de valeurs et pratiques morales et culturelles *partagées*, on doit donc en conclure qu'une politique libérale exclut *par définition* toute prise en compte théorique de cette dimension anthropologique particulière (sinon, bien entendu, dans le cadre de considérations purement politiciennes et électorales). »³

Sous couvert de neutralité axiologique et de respect des libertés, le libéralisme impose en fait un ordre politique dans lequel les rapports de force fleurissent et ce qu'on appelle respect des libertés prend en fait la forme du libre champ laissé à l'influence politique déterminante des puissants. On voit ainsi de très nombreuses orientations sociales, économiques et environnementales s'imposer à tous, hors tout débat démocratique, au nom de la liberté d'entreprendre et de la fonction de la favoriser à laquelle doit se réduire la politique dans la logique libérale. C'est, au nom du principe démocratique de délibération collective, qu'il est donc souhaitable de soumettre à l'examen de nombreux modes de vie qui « nous gouvernent et nous échappent »⁴.

L'individu n'est pas naturellement séparé des autres, il dépend depuis son premier souffle d'un entourage, il a donc vocation à appartenir à une société et, à ce titre, à contribuer, en tant qu'être libre et en tant que citoyen, à sa direction. Or, nous en sommes globalement exclus, les élections ne suffisant pas à assurer à quiconque un pouvoir sur la vie de la société, en raison du poids « politique » que possèdent les grands capitaines d'industrie, lequel n'a pourtant aucun caractère démocratique. Le principe de la démocratie est l'égalité, un homme une voix, c'est pourquoi nous proposons ici d'examiner les alternatives qui existent sur les aspects les plus importants de la vie en société et qui ont été écartées au profit de la pensée unique libérale, au prétexte que seul le marché doit décider, parce qu'il serait à la fois égalitaire et respectueux de la liberté. Le marché, c'est sans doute la liberté, mais tout le monde n'a pas les moyens d'accéder à l'exercice de cette liberté, et l'avantage que les uns ont conduit souvent à l'octroi de monopoles ou quasi-monopoles, ici à l'impossibilité de résister à des directions qui sont imposées par les plus puissants, hors tout débat, toute délibération collective et tout vote.

³ Jean-Claude Michéa, *Le loup dans la bergerie, Droit, libéralisme et vie commune*, Paris, Flammarion, 2019, p. 20.

⁴ M. Hunyadi, *op. cit.*, p. 16.